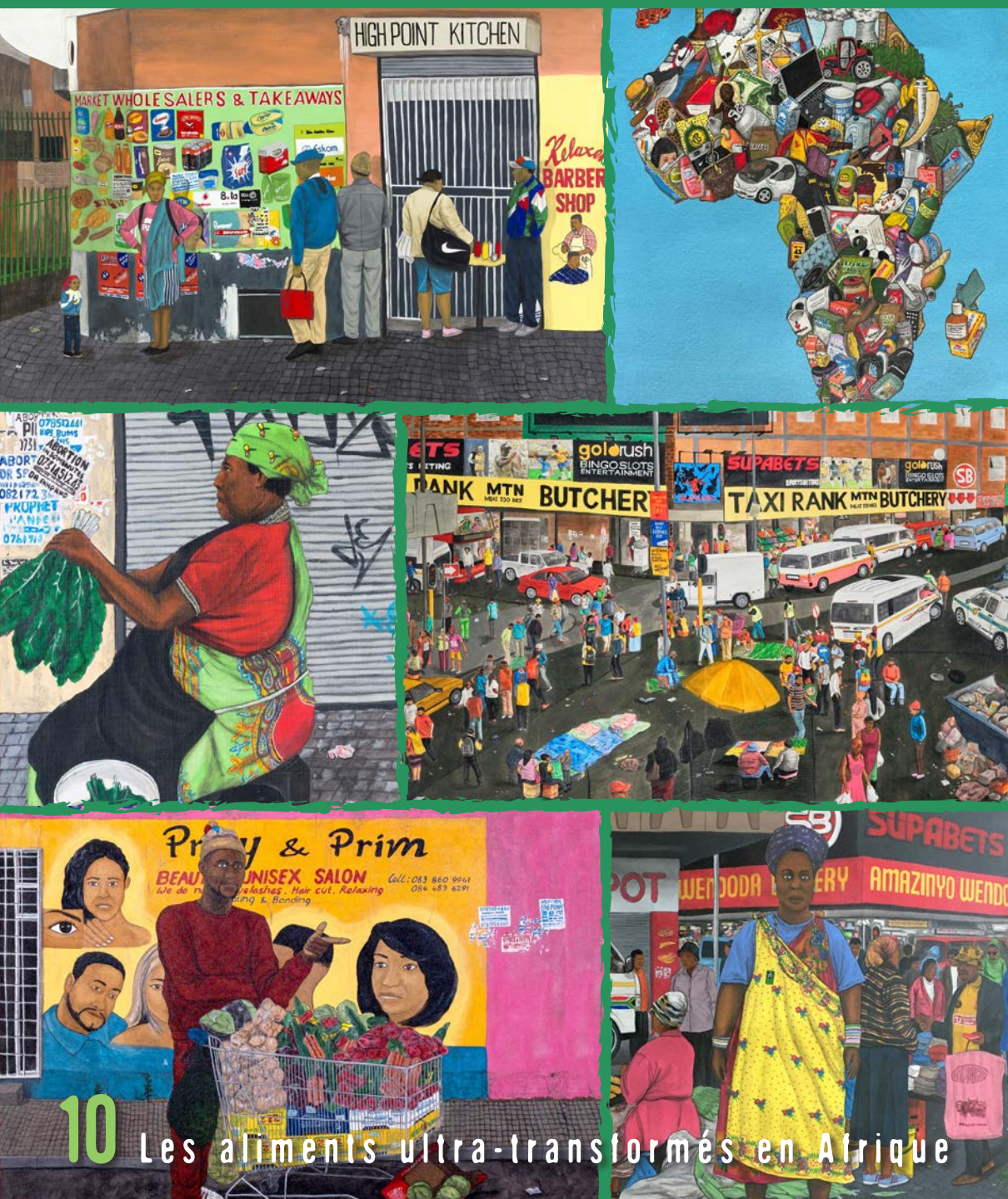




LES UPF EN AFRIQUE-NOTE DE SYNTHÈSE





**AFRICAN CENTRE
FOR BIODIVERSITY**

years of advocating for food sovereignty in Africa

Le Centre africain pour la biodiversité (ACB) s'est engagé à démanteler les inégalités et à résister à l'expansion industrielle des entreprises dans les systèmes alimentaires et agricoles de l'Afrique.

© The African Centre for Biodiversity

www.acbio.org.za

PO Box 29170, Melville 2109, Johannesburg, Afrique du Sud.

Tél. : +27 (0)11 486-1156



Série conçue et éditée par Mariam Mayet, directrice exécutive de l'ACB

Rédigé par le consultant en recherche de l'ACB, le Dr Stephen Greenberg

Révisé par Liz Sparg

Traduit par IEBE

Œuvre d'art secrète : Isaac Zavale, @zacatwork

Conception et mise en page : Adam Rumball, Sharkbuoys Designs, Afrique du Sud

Remerciements

L'ACB tient à remercier plusieurs donateurs pour leur soutien financier. Les points de vue exprimés ne reflètent pas nécessairement ceux de nos donateurs.

Pour accéder à toutes les fiches d'information de cette série, veuillez cliquer **ici**.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	4
Définition des UPF	5
Consommation des UPF en Afrique	7
Le pouvoir des entreprises	8
Conquête des marchés de consommation par les entreprises	9
Exploitation des inégalités socioéconomiques	11
Impacts environnementaux	12
Impacts sur la biodiversité agricole	13
Impacts sur la santé et la nutrition	14
Les lacunes de la réglementation actuelle	15
Conclusions	17

ACRONYMES

IDE	Investissement direct étranger
GES	Gaz à effet de serre
MNT	Maladies non transmissibles
UPF	Aliments ultra-transformés

INTRODUCTION

Les aliments ultra-transformés (UPF) deviennent l'épine dorsale de ce que l'on appelle les « régimes mondialisés », remplaçant les aliments entiers plus sains comme conséquence logique des systèmes agroalimentaires industriels et corporatifs motivés par le profit. Bien qu'ils soient principalement associés aux régimes alimentaires des pays à revenu intermédiaire ou élevé, les UPF sont également de plus en plus consommés dans les pays à faible revenu, y compris en Afrique, où les habitudes alimentaires évoluent vers des régimes alimentaires plus transformés et moins diversifiés.

Le prix abordable, l'accès, la commodité et le statut sont à l'origine de l'expansion des UPF dans les pays à faible revenu, à mesure que les populations s'urbanisent, que les revenus du travail salarié augmentent et que le temps disponible pour la préparation des aliments diminue.



Définition des UPF

Les UPF sont des produits issus de processus industriels fabriqués à partir d'ingrédients que l'on ne trouve généralement pas dans les cuisines domestiques. Ils ne contiennent pas d'aliments entiers et sont plutôt fabriqués à partir d'ingrédients bon marché, produits en masse et reconstitués (en particulier le sel, le sucre et les huiles) et d'additifs chimiques. Les UPF sont des produits malsains dont la formulation est principalement déterminée par le faible coût de production, la rentabilité et « l'hyperappétence » (conçus pour une quasi-dépendance et encourager la consommation répétée).

Les UPF impliquent la séparation d'aliments entiers en leurs composants, la modification chimique, le réassemblage en substances modifiées, avec des additifs chimiques à des fins cosmétiques et une durée de conservation plus longue, et l'utilisation intensive d'emballages à usage unique.

Tous les produits transformés ne sont pas des UPF. Le système NOVA classe les substances comestibles en quatre groupes en fonction de l'étendue et de la finalité de la transformation qui leur est appliquée.

TRAITEMENT MINIMAL



NOVA1 désigne les aliments non transformés ou peu transformés sans ajouts, dont l'objectif principal est de prolonger la durée de conservation.

Les aliments **NOVA2** contiennent du sel, du sucre, de l'huile ou de l'amidon ajoutés et sont produits à partir des aliments NOVA1. L'objectif principal est de faciliter leur préparation et leur cuisson.

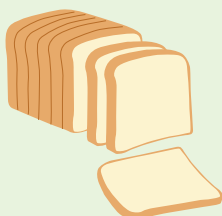


Les aliments transformés **NOVA3** combinent ceux de classe NOVA1 et NOVA2. L'objectif principal est la durabilité et le plaisir.

Les aliments **NOVA4** sont ultra-transformés. Ceux-ci sont formulés industriellement et comprennent peu ou pas d'aliments intacts NOVA1. Ils comprennent des additifs et des procédés chimiques et sont conçus comme prêts à manger et très appétissants. Par exemple, les viandes reconstituées, les pâtes à tartiner, les céréales pour petit-déjeuner et les boissons sucrées.



ULTRA-TRAITÉ





Les UPF remplacent les aliments entiers et se caractérisent par une faible satiété (ils ne satisfont pas bien la faim). Leur consommation croissante entraîne une augmentation massive des maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation (par exemple, le diabète, le cancer et les troubles gastro-intestinaux). Leur augmentation a entraîné une détérioration de la qualité nutritionnelle de l'ensemble des régimes alimentaires, entraînant **un triple fardeau de malnutrition : la surnutrition simultanée des calories, des graisses et des glucides, associée à des carences en micronutriments**, et au niveau sociétal se retrouvant parallèlement à la persistance de la sous-nutrition (la faim, qui se traduit par des niveaux élevés d'émaciation et de retard de croissance, en particulier chez les enfants).



Consommation des UPF EN AFRIQUE

La consommation d'UPF augmente en Afrique. L'ampleur varie selon l'emplacement urbain ou rural, l'âge, la structure familiale et la situation économique entre les pays et à l'intérieur d'un même pays. Les populations urbaines ont tendance à acheter une plus grande part de leur nourriture que les populations rurales et sont donc plus exposées aux UPF.

On estime que 38 % des aliments consommés dans les zones urbaines et 14 % dans les zones rurales sont des UPF.

Il y a eu une augmentation significative de la consommation d'UPF au cours des dernières décennies, associée à la libéralisation du commerce et à l'accès minimum aux marchés, ainsi qu'à la promotion de l'industrialisation des politiques agricoles et alimentaires.

Le coût relativement faible (p. ex., dans certains cas, les boissons sucrées sont moins chères que les fruits et légumes à tout moment de l'année), la commodité (prêts à manger, facilement disponibles) et l'appétence (goût et qualités addictives) jouent tous un rôle dans l'adoption accrue des UPF.

L'interaction entre l'environnement alimentaire et les motivations personnelles façonne les choix. L'évolution des habitudes alimentaires comprend l'abandon de la production et de la transformation des aliments au profit des achats alimentaires, la consommation plus régulière de collations et l'augmentation des achats de plats cuisinés.

Bien que les commerçants et les marchés informels restent des canaux très importants pour l'accès à la nourriture en Afrique, ils opèrent dans un environnement qui comprend l'essor des supermarchés, la pénétration des chaînes de valeur mondiales et l'influence des entreprises sur les politiques visant à moderniser les systèmes alimentaires. L'antipathie à l'égard du secteur alimentaire informel tend à caractériser les approches gouvernementales, avec des incitations politiques encourageant l'approvisionnement alimentaire « efficace », « bon marché » et « moderne » des entreprises.

Le pouvoir des entreprises

Les multinationales de l'agroalimentaire ont saturé les marchés à revenu intermédiaire et élevé et cherchent de nouveaux marchés dans les pays du Sud. Ces entreprises font preuve d'un pouvoir de marché concentré qui comprend le marketing prédateur (par exemple, cibler les enfants, qui sont moins en mesure de faire des choix éclairés et raisonnés en matière de nutrition), le lobbying et le financement privé de la recherche scientifique. Les entreprises exercent un contrôle sur les réseaux mondiaux de production, de transformation et de distribution en se basant sur les économies d'échelle, les technologies privées et la gestion de la logistique qui dressent d'importants obstacles à l'implication des petites entreprises alimentaires.

Les UPF constituent une stratégie de base de maximisation des profits avec leur durée de conservation plus longue, leur formulation d'ingrédients quasi addictifs et leurs marges bénéficiaires plus élevées que les aliments entiers plus sains. Il y a eu une croissance massive du nombre d'entreprises impliquées dans le monde au cours des dernières décennies, et la production d'UPF en est venue à dominer l'ensemble du système alimentaire mondial.

Les investissements directs étrangers (IDE) dans la production d'alcool, de boissons gazeuses et de produits sucriers représentent 22 % du total des IDE en Afrique, soit plus du double des investissements dans les exploitations agricoles et les plantations. Cela a conduit à la production nationale d'UPF grâce aux investissements des multinationales, accompagnés d'une augmentation des importations d'UPF. Les investissements des entreprises extraient de la richesse des ventes et la canalisent vers des actionnaires en dehors du continent, y compris de grandes institutions financières et des entités de gestion. Les investissements dans la production d'UPF ont entraîné une réorientation de la production agricole vers des produits en vrac destinés à être utilisés dans la formulation des UPF tels que le sucre, les huiles végétales, le maïs et le soja, souvent soutenus par des subventions de l'État pour encourager l'investissement.



CONQUÊTE DES MARCHÉS

de consommation par les entreprises

Le pouvoir de marché permet aux entreprises de :



Les budgets de marketing des entreprises dépassent ceux des gouvernements en matière de santé, et le marketing prédateur ciblant les enfants est monnaie courante. Les entreprises influencent la politique nationale par le biais du lobbying, des incitations et des investissements. Les activités des entreprises sont une source de revenus fiscaux pour les gouvernements, de sorte que ces derniers les acceptent souvent, offrant même des concessions (par exemple, des allègements fiscaux, des subventions, l'accès aux ressources naturelles et la création de zones économiques spéciales) pour les investissements sur le territoire national. L'investissement social des entreprises est utilisé pour influencer les réglementations et les politiques, en particulier sur la santé publique. Le lobbying des entreprises a permis d'obtenir des codes volontaires et l'autoréglementation. La création d'emplois est une grande incitation pour les gouvernements, mais il y a un compromis sévère avec la santé publique et les dommages environnementaux plus larges que produit le système alimentaire industriel des entreprises.

Le financement privé de la recherche scientifique, en particulier dans le domaine de la nutrition, occulte les problèmes de santé (par exemple, l'argument selon lequel toutes les calories sont les mêmes, ou l'accent mis

sur l'activité physique plutôt que sur les régimes). Les entreprises parrainent des organismes et des événements liés à la nutrition, et s'associent même aux gouvernements pour mettre en œuvre des programmes de nutrition. Des normes et des exigences onéreuses (p. ex., enrichissement) sont imposées, ce qui exclut les petits producteurs.

Les entreprises contrôlent des réseaux mondiaux intégrés d'approvisionnement et de production basés sur des fusions et acquisitions, et établissent des réseaux de distribution locaux pour atteindre les zones où les supermarchés ne sont pas présents.

Le parrainage de petits commerçants sert également de publicité pour les produits de l'entreprise. Les fabricants d'UPF ont une relation symbiotique avec les supermarchés sur des questions telles que les normes, les frais et la capacité logistique. Les supermarchés vendent des produits de masse à des prix plus bas, et les sociétés UPF acheminent également leurs produits par le biais de chaînes de restauration rapide. La saisie et l'analyse de données massives sont utilisées pour façonner le comportement du marché et des consommateurs.



EXPLOITATION

des inégalités socioéconomiques

La sous-alimentation est généralisée en Afrique où près de 78 % de la population n'a pas les moyens de s'offrir une alimentation saine.

Les politiques alimentaires et agricoles sont orientées vers l'agro-industrie à grande échelle. Les entreprises font d'énormes profits dans le système alimentaire, tandis que la faim rôde sur le continent. Il s'agit d'un déni du droit à l'alimentation et d'un renforcement des inégalités existantes dans le système alimentaire. Les UPF bon marché, souvent importés, qui sont plus abordables que les aliments frais produits localement, représentent un problème structurel dans le système alimentaire. Les UPF font désormais partie de l'alimentation quotidienne et sont plus difficiles à contrôler en raison de leur nature addictive.

© Andreas Marquardt, Shutterstock



IMPACTS

environnementaux

Il n'y a pas suffisamment de recherches sur les impacts environnementaux de la production, de la distribution et de l'élimination des UPF qui tiennent compte du cycle de vie complet du produit, dans l'ensemble du système alimentaire.

L'expansion de l'agriculture industrielle et la mondialisation des systèmes alimentaires sont les principaux facteurs de dégradation de l'environnement, notamment la perte de biodiversité bien documentée, les émissions de gaz à effet de serre (GES), le changement d'affectation des terres, la dégradation des sols, la pollution de l'eau, la pollution plastique et la prolifération des déchets. L'expansion de la production de cacao et d'huile de palme contribue de manière significative à la déforestation. Les intrants agricoles conventionnels (engrais synthétiques et pesticides) sont basés sur l'exploitation minière, l'industrie manufacturière et le transport mondial, nuisibles à l'environnement. Les longues chaînes d'approvisionnement sont une source majeure d'émissions de GES dans le système alimentaire et représentent une proportion élevée de la consommation d'énergie et d'eau. La viande et les produits laitiers ultra-transformés ont les émissions de GES les plus élevées et les empreintes hydriques et écologiques les plus élevées de tous les UPF. La production animale industrielle sous forme d'opérations d'alimentation animale concentrée empire la situation. Le paysage agricole est passé d'un paysage soutenu par la biodiversité à l'intérieur et à l'extérieur de l'exploitation à un paysage qui dépend de l'homogénéité pour répondre aux besoins industriels. L'orientation vers les cultures de base pour l'exportation ou la transformation industrielle entraîne une empreinte de transport plus élevée, des monocultures et une augmentation des importations alimentaires.

Impacts sur la BIODIVERSITÉ AGRICOLE

La production industrielle visant à fournir des matières premières pour les UPF génère une homogénéisation des paysages agricoles, avec un changement important de l'utilisation des terres et le déplacement de systèmes de production riches en biodiversité. Les processus industriels standardisés nécessitent des monocultures de cultures de base pour la production d'UPF, en particulier le blé, le maïs, le soja et les graines oléagineuses, ainsi que l'élevage industriel de races de bétail moins nombreuses et nourries avec des concentrés provenant des mêmes cultures de base. La production dépend d'un nombre relativement faible de cultures industrielles et de races animales dites à haut rendement et orientées vers l'exportation.

75% de la diversité génétique végétale a été perdue dans les champs des agriculteurs en raison de l'introduction de semences commerciales génétiquement uniformes, limitant la diversité, qui est un pilier clé de l'agroécologie.

L'orientation des lois sur les semences pour se conformer aux termes de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) de 1991 sape la diversité des semences en réduisant les variétés disponibles qui sont produites et distribuées. Les principaux accords multilatéraux — la Convention sur la diversité biologique et le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture — n'ont pas réussi à garantir la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité agricole.



Impacts sur la SANTÉ ET LA NUTRITION

La consommation croissante d'UPF en Afrique est liée à ce que **l'on appelle le triple fardeau de la malnutrition, avec une augmentation simultanée de l'incidence de la surnutrition, de la sous-nutrition et des carences en micronutriments.** Leur consommation entraîne des MNT liées à l'alimentation, qui sont des maladies chroniques non directement transmissibles entre les personnes, de longue durée, à progression lente et rarement complètement guérissables. Les MNT liées à l'alimentation sont l'une des principales causes de décès dans le monde. D'ici 2030, elles devraient dépasser les maladies transmissibles, maternelles, néonatales et nutritionnelles, qui constituent la principale cause de mortalité en Afrique subsaharienne. Le nombre de personnes atteintes de diabète en Afrique, par exemple, devrait atteindre 47 millions d'ici 2045, contre 19 millions en 2019. Les UPF représentent une part croissante des régimes alimentaires et remplacent les options moins transformées et plus nutritives. Ce problème de santé publique important en Afrique survient à un moment où les pays sont paralysés par la dette et les mesures d'austérité, et où le financement public de la santé est réduit pour rembourser les dettes. Cela exerce une forte pression sur les systèmes de santé publique sous-financés et impose un coût aux ménages, aux services de santé et à l'économie dans son ensemble, tandis que les entreprises en profitent.

Une faible nutrition et une teneur élevée en calories caractérisent les UPF. La composition en nutriments, la perte de nutriments, la transformation extensive des aliments et les additifs chimiques génèrent tous des effets négatifs sur la santé. Les emballages en plastique ayant des propriétés cancérigènes ou perturbatrices endocriniennes peuvent s'infiltrer dans les aliments avant d'être consommés. La malnutrition a des effets négatifs tout au long de la vie aux stades de la gestation et de la petite enfance. Cela est lié à une mauvaise santé maternelle et à une mauvaise nutrition, ainsi qu'à une alimentation complémentaire faible sur le plan nutritionnel, et peut être irréversible.

LES LACUNES de la réglementation actuelle

L'industrie des aliments et des boissons a largement réussi à empêcher l'élaboration, la mise en œuvre, l'application ou la surveillance efficaces des règlements obligatoires.

La nutrition est considérée comme une question de responsabilité individuelle. La norme est de n'avoir aucune restriction sur la publicité. Les entreprises qui produisent des UPF s'associent à des écoles et à des organismes de santé. L'emprise réglementaire des entreprises s'est traduite par des normes faibles, une faible adhésion de l'industrie aux codes volontaires et de puissantes pressions pour édulcorer toute réglementation. Les politiques d'industrialisation en Afrique encouragent et facilitent l'expansion des UPF dans les régimes alimentaires.

Les interventions publiques se situent principalement à la fin du cycle de vie du produit par le biais de taxes, de restrictions de commercialisation, d'exigences d'étiquetage et de limites sur certains ingrédients. La principale approche

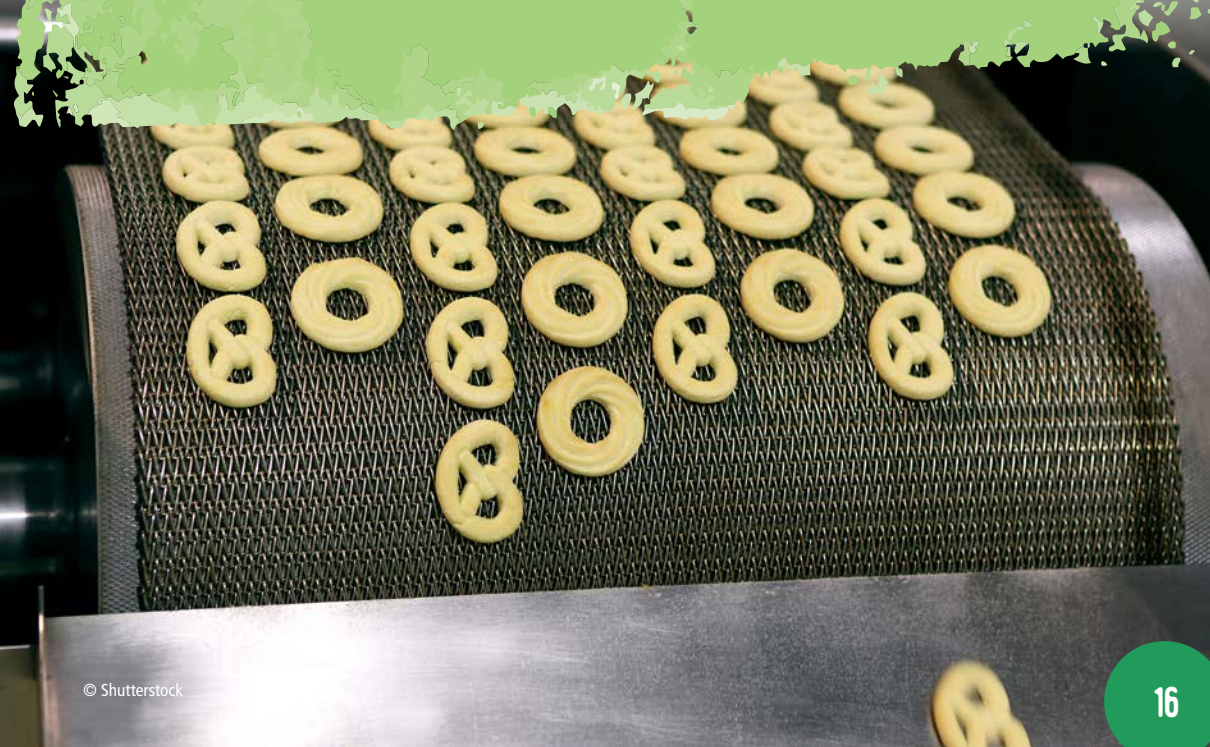


© Jamie Tubers, Wikimedia Commons

réglementaire a consisté à cibler certains nutriments, tels que le sel, le sucre et les graisses malsaines, et à rendre ces options malsaines moins abordables, réduisant ainsi la quantité de ces ingrédients dans les produits. Ceux-ci sont importants pour ralentir l'augmentation rapide de la consommation. Cependant, cette approche est souvent associée au rejet de la responsabilité sur les comportements personnels, comme le manque d'exercice. Ces interventions sont également isolées des impacts sociaux et écologiques plus larges des UPF.

Dix pays d'Afrique orientale et australe ont introduit des taxes sur les boissons sucrées entre 2013 et 2019. La « taxe sur le sucre » en Afrique du Sud a entraîné des réductions significatives de la consommation de sucre provenant des boissons sucrées et n'a pas eu d'impact notable sur l'emploi, malgré les craintes de l'industrie. Les pays ont également imposé des restrictions et des interdictions de marketing, en particulier celles visant les enfants. Mais malgré ces initiatives importantes, l'autoréglementation des entreprises et les directives volontaires restent répandues.

Le Programa Nacional de Alimentação Escolar (PNAE) du Brésil offre un bon exemple d'approche intégrée pour faire face à la prolifération des UPF. Il comprend une loi de 2009 qui exige que plus de 30 % de la nourriture achetée pour l'alimentation scolaire provienne d'agriculteurs familiaux locaux. Cette mesure a été suivie d'un règlement exigeant un minimum de trois portions de fruits et de légumes par semaine et d'une interdiction de fournir des boissons sucrées lors des repas scolaires. D'autres réglementations ont précisé qu'un minimum de 75 % des fonds consacrés aux repas scolaires doit être dépensé pour des aliments non transformés ou peu transformés. Le Brésil a également imposé une interdiction de la publicité, de la vente et de la promotion des produits UPF sur le lieu de travail. Les directives diététiques brésiliennes stipulent qu'une alimentation saine doit promouvoir la santé et le bien-être des personnes et protéger les ressources naturelles et la biodiversité, intégrant ainsi ces éléments dans la politique.



CONCLUSIONS

Les UPF représentent la destination logique du système alimentaire capitaliste, où la recherche incessante du profit l'emporte sur la santé et le bien-être des personnes et de l'environnement.

Les entreprises ont été en mesure d'utiliser leur pouvoir pour façonner les politiques du commerce et de la production. Elles ont profité des États faibles et endettés, et des populations précaires et survivalistes, pour insérer leurs propres intérêts et programmes dans le système alimentaire.

Le capitalisme a conduit à la désintégration des relations entre les gens et les systèmes vivants qui les soutiennent. Il a dénudé les relations sociales de réciprocité, d'obligation mutuelle et de soin entre les gens. Il n'est pas surprenant qu'il génère un système alimentaire fondé sur la flagellation de substances destructrices de vie présentées comme de la nourriture afin d'en extraire un dollar bon marché.

Les réponses fragmentaires ne suffiront pas à surmonter les multiples conditions qui convergent pour permettre à cet état de choses de se poursuivre indéfiniment. L'iniquité actuelle et les relations de pouvoir injustes et très apparentes doivent être abordées de front.



© Bioversity International, Flickr

La souveraineté alimentaire est le point de départ, plaçant la délibération démocratique, la prise de décision, la planification et la mise en œuvre au cœur du système alimentaire. Le principe directeur devrait être de garantir le droit à une alimentation saine, nutritive, diversifiée, écologiquement durable et culturellement acceptable et appropriée pour tous.

Des approches intégrées de l'alimentation et de la nutrition, de la santé, de l'agriculture, de la dégradation de l'environnement, de la pauvreté et des inégalités sont nécessaires pour inverser la tendance.

Les politiques doivent avoir pour objectif d'améliorer efficacement la production et l'accès à des aliments diversifiés et à restreindre l'ancrage des UPF, tout en renforçant les modes de vie alimentaires locaux et leurs avantages écologiques, sociaux et sanitaires. Des efforts délibérés et soutenus devraient être faits pour privilégier des régimes riches en variétés d'aliments d'origine végétale, frais et peu transformés.

La transition d'un système alimentaire agroécologique place les petits agriculteurs, les marchés territoriaux, les détaillants traditionnels, les consommateurs et les réseaux dynamiques qui facilitent la circulation des produits au centre, en faisant le lien entre les paysages urbains et ruraux. Une alimentation saine commence par une production saine et diversifiée. Les politiques qui soutiennent la production écologique, l'accès à des semences et à des races animales diversifiées sous la direction directe des agriculteurs, et la redistribution des terres, de l'eau et d'autres ressources naturelles peuvent renforcer les alternatives aux systèmes alimentaires imposés par les entreprises.

Les approches intégrées peuvent comprendre des objectifs clés du Cadre mondial pour la biodiversité, notamment :

la conservation *in situ* des espèces sauvages et domestiquées (Cible 4);

la réduction des pesticides et des produits chimiques hautement dangereux et d'autres formes de pollution, y compris les plastiques (Cible 7);

le passage à des pratiques agricoles respectueuses de la biodiversité, y compris des approches agroécologiques (Cible 10);

la consommation durable et la réduction du gaspillage alimentaire (Cible 16); et

la reconnaissance des droits des peuples autochtones et des communautés locales, ainsi que des droits de l'homme (Cible 22 et section C).

Les discours sur l'agroécologie peuvent être approfondis pour englober les citoyens et les consommateurs, et pour couvrir l'ensemble du système alimentaire plutôt que de se concentrer principalement sur la production agricole. Les UPF sont un enjeu fortement lié aux principes de l'agroécologie à la fois directement (par exemple, les valeurs sociales, les régimes alimentaires, la participation, l'équité, la connectivité) et indirectement en relation avec les impacts sur les décisions des agriculteurs sur ce qu'ils doivent produire.

Des mesures transitoires obligatoires devraient être mises en place. Des interdictions absolues devraient être imposées sur les aliments malsains dans et autour des écoles et des hôpitaux ; et sur le marché en général, des contrôles de marketing devraient être mis en œuvre — en particulier ceux qui ciblent les enfants — et des taxes devraient être prélevées sur les UPF, y compris l'extension immédiate des taxes sur les boissons sucrées pour inclure tous les produits alimentaires contenant un excès de sucre, de sel et de graisses. La consommation d'UPF doit être découragée et évitée dans les politiques nutritionnelles et les directives diététiques nationales.

Il existe des exemples à l'échelle mondiale, notamment au Brésil, en Uruguay, au Pérou, en Équateur et en Malaisie. Cependant, ces mesures nécessitent une réglementation pour assurer une mise en œuvre efficace, une surveillance et des sanctions en cas de non-conformité. Les revenus tirés des taxes pourraient être utilisés pour subventionner le prix des choix alimentaires plus sains. Les aliments sains devraient bénéficier d'exonérations fiscales pour les rendre plus accessibles. Les normes alimentaires sont actuellement axées sur la sécurité alimentaire. Les procédures d'évaluation des risques devraient être étendues à des critères plus larges d'ordre social, écologique et de santé publique.

